

Maintenant que la Grande-Bretagne a reconnu l'Etat palestinien, il est temps d'oublier la farce de la solution à deux Etats (The Independent)

Yara
HAWARI

28 octobre
2014



Depuis que le Conseil national palestinien (CNP) a déclaré unilatéralement l'indépendance en 1988, [plus de 130 pays](#) ont reconnu l'Etat de Palestine. En fait, il y a à peine une semaine, le nouveau Premier ministre suédois, Stefan Löfven, a déclaré, dans un communiqué de politique étrangère, que la Suède allait reconnaître l'Etat palestinien. Lundi, le Royaume-Uni [a suivi et a voté en faveur de la reconnaissance](#) de la Palestine en tant qu'Etat par 274 voix contre 12 (plus de la moitié des députés de la Chambre des Communes n'ont pas voté).

Beaucoup de ceux qui sont solidaires de la Palestine voient cela comme une victoire, et présument que cela conduira finalement à une solution de deux Etats et la fin de l'occupation israélienne. C'est grotesque, car la solution de deux Etats maintiendra les Palestiniens enfermés dans diverses formes d'occupation. La seule possibilité maintenant est la solution d'un seul Etat (appelé peut-être "Israël et Palestine", dans la même veine que Bosnie-Herzégovine) où chaque individu a le droit de vote, indépendamment de son origine ethnique, de son appartenance religieuse et de son orientation sexuelle. Tant que les dirigeants palestiniens et les autres pays n'admettront pas ceci comme seule voie à suivre, les Palestiniens n'ont aucun espoir de libération.

En effet, la direction palestinienne a considéré l'adoption de la motion de la Chambre des Communes comme très favorable, et le docteur Hanan Ashrawi, membre du comité exécutif de l'Organisation de Libération de la Palestine a estimé que "la reconnaissance de la Palestine et de son peuple est à la fois une décision de principe et [un pas important vers la justice et la paix.](#)"

Sur les réseaux sociaux, la réponse palestinienne a été variée mais un assez grand nombre de gens ont soutenu avec excitation que c'était un pas dans la bonne direction. Une démarche qui prend une part de responsabilité pour un problème qui a ses racines dans l'impérialisme britannique, et reflète le mécontentement du Royaume-Uni vis-à-vis des [attaques contre Gaza et des annonces récentes d'expansion des colonies](#).

Même si tout était vrai, nous ne devons pas nous laisser aveugler par l'esthétique de cette notion d'"Etat" palestinien. En réalité, la notion internationalement reconnue d'un Etat palestinien ne réalise pas du tout les aspirations palestiniennes de libération et d'égalité.

Un Etat palestinien signifie la poursuite des négociations dans le schéma de la solution de deux Etats, qui prône l'existence, côte à côte, d'un Etat palestinien et d'un Etat juif israélien. Cette solution nie le droit au retour des réfugiés palestiniens et marginalise totalement les citoyens palestiniens d'Israël, qui resteraient des citoyens de seconde zone dans un Etat conçu pour les Juifs seulement.

L'Etat d'Israël n'autorisera jamais non plus un Etat palestinien souverain qui aura le contrôle total sur ses frontières, son économie et son armée. L'Etat palestinien serait ainsi simplement un mécanisme de maintien de la population palestinienne comme peuple passivement opprimé.

Même si nous négligeons les aspects négatifs de la solution à deux Etats, nous ne pouvons pas négliger le simple fait que cette solution est morte. Depuis les accords d'Oslo, la Cisjordanie a été disloquée en bantoustans avec le mur illégal d'apartheid qui rend impossible la libre circulation de la plupart des Palestiniens. L'expansion des colonies atteint des niveaux record et il y a maintenant plus de [350 000 colons en Cisjordanie](#).

Les militants pro-Palestine doivent donc être prudents. Cette démarche suit une voie diplomatique qui "maintient" la population palestinienne plus qu'elle ne la libère. Il est donc temps que la communauté internationale cesse de soutenir la limitation de la liberté palestinienne (habilement dissimulée par la solution de deux Etats) et une accentuation de la séparation.

Il est temps de commencer à soutenir les droits des Palestiniens où ils se trouvent, que ce soit dans les territoires occupés, en Palestine historique ou dans les camps de réfugiés. Et il est temps d'aller vers un discours politique qui promeuve une solution d'un seul Etat en Israël et Palestine ; un Etat qui défende l'égalité et l'inclusion sur l'ethnocratie et l'exclusion.

Source : *The Independent* <http://www.independent.co.uk/voices/comment/now-britain-has-recognised...>

Traduction : MR pour ISM

»» <http://www.ism-france.org/analyses/Maintenant-que-la-Grande-Bretagne-a...>